CDC de L'Érable
Corporation de développement communautaire

TNCDC
TABLE NATIONALE DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

MRC de L'Érable









Rapport synthétisé

Faire territoire ensemble en proposant de nouveaux récits

CDC de L'Érable, 2024-2026

Table des matières

Préface 4

Mot de la direction 6

Équipe du projet 8

Scope du projet 9

Glossaire 10

1. Présentation / Sommaire exécutif 12

2. Contexte et problématique 14

3. Le projet et sa démarche 17

4. Vision commune 21

5. Résultats et validation 23

6. Reconnaissance institutionnelle 28

7. La gouvernance proposée 30

8. Gestion du risque et de la faisabilité 31

9. Le plan d'action et ses verrous 33

10. Besoin de financement 36

11. Feuille de route 40

12. Conclusion et appel à l'action 42

Annexes 43

Préface



Jean-François Bissonnette
Professeur agrégé
Université Laval

La transition climatique dans les territoires ne peut être décrétée par les autorités, elle se doit d'être construite, négociée, expérimentée, et appropriée par les organisations et les acteurs situés aux différentes échelles. Ce sont précisément les premiers jalons de ce processus de transition climatique, au sein du territoire de la MRC de l'Érable, que présente le rapport suivant.

La démarche de concertation territoriale dont rend compte ce document témoigne de l'immense potentiel de mise en action collective face aux nombreux défis posés par les changements climatiques. La mise en commun des ressources, l'articulation d'une vision partagée, la reconnaissance de certaines divergences, ainsi que la mobilisation d'outils pour mieux planifier et mettre en œuvre les actions, sont autant de preuves des capacités locales.

Une démonstration éloquente du potentiel des forces vives au sein d'un territoire. Déjà, on peut tirer plusieurs enseignements de cette démarche qui paraît exemplaire à plusieurs égards, dont l'importance d'adopter une approche rassembleuse qui considère autant les aspects systémiques vécus comme les questions hydriques, que les réalités propres aux secteurs d'activité (agriculture, santé, éducation, etc.). Également, nous retenons qu'il est essentiel de travailler sur plusieurs fronts simultanément, soit autant sur les consciences, pour lutter contre sentiment d'impuissance qui peut nuire à l'action, que sur les aspects concrets de la transition, par exemple, comment réduire son empreinte carbone.

À toutes les personnes qui ont contribué à cette démarche, je reconnais que ces quelques mots ne peuvent rendre justice à votre immense travail, mais soyez assurés de mon admiration et de mon souhait de contribuer, avec mes modestes moyens, à la diffusion et à la reconnaissance des résultats de votre mobilisation.

Préface



Oumar Sangaré, Ph. D.
Sociologue du développement
Spécialiste en développement rural intégré et en gestion de projet

Le rapport que vous vous apprêtez à lire n'est pas un simple bilan d'activités, ni une énième liste de vœux pieux. C'est l'expression d'une communauté unie qui a choisi de refuser le fatalisme et l'éco-anxiété pour bâtir une transition écologique inclusive et ancrée dans le réel. À travers la démarche « Faire territoire ensemble en proposant de nouveaux récits », la CDC de L'Érable démontre que la lutte climatique ne peut réussir que si elle est portée par une ambition collective, humaine et solidaire.

C'est ce qui explique le choix d'une démarche participative, multisectorielle et de coconstruction. En tant que citoyen, sociologue du développement et spécialiste en développement rural intégré, je trouve que la rigueur de ce rapport me parle particulièrement.

Pendant dix-huit mois, cinquante-cinq parties prenantes issues de huit secteurs d'activité ont accepté de s'asseoir pour en discuter. Agriculteurs, intervenants sociaux, partenaires de la santé, élus et citoyens ont croisé leurs expertises et confronté leurs réalités pour coconstruire une vision commune. Ce diagnostic territorial a révélé des vulnérabilités concrètes – comme le stress hydrique et les îlots de chaleur–, mais il a surtout mis en lumière un besoin criant de concertation et la nécessité d'une démarche ascendante (bottom-up). La réponse de la CDC de L'Érable a été double : structurer un espace de dialogue et utiliser le récit comme un outil de communication stratégique pour rendre la transition accessible à tous.

La grande force de ce document réside dans sa posture scientifique et sa transparence exceptionnelle. Plutôt que de maquiller ses doutes, l'équipe projet a soumis ses propositions à des évaluations croisées par les pairs, à des validations académiques auprès de l'Université Laval et à des regards internationaux. Elle documente ses réussites avec fierté, mais expose ses zones de vulnérabilité et ses angles morts avec une maturité managériale rare.

Aujourd'hui, la phase de planification est achevée. Les outils de mesure ont été testés et la structure de gouvernance accompagnant les 41 mesures concrètes est prête. Ce qui sépare ce territoire de sa résilience future, c'est uniquement son besoin de financement direct de 4 290 000 $.

Investir ici, c'est débloquer l'exécution immédiate d'un travail rigoureusement structuré. C'est également soutenir un modèle de recherche-action reproductible à l'échelle du Québec. Puisse cette lecture vous inspirer à devenir, vous aussi, un collaborateur actif de cette transformation historique. Le plan est prêt. Il nous appartient tous de le faire vivre.

Mot de la direction



Caroline Moreau
Directrice Générale
CDC de L'Érable

Certains projets commencent par une idée, mais le nôtre a commencé par une question qui ne pouvait pas nous laisser immobiles. Le projet Faire territoire ensemble en proposant de nouveaux récits est né de ce type de question : et si nous osions travailler autrement pour favoriser la transition socioclimatique ?

C'est ainsi que, pendant près de deux ans, cette question nous a amenées à sortir des sentiers battus. Nous avons écouté des personnes dans leur individualité pour faire ressortir tout le collectif qui animait leurs propos. Nous avons réuni des personnes qui ne se retrouvent habituellement pas aux mêmes tables de discussions. Elles ont croisé leurs savoirs, leurs expériences, leurs visions complémentaires et parfois leurs désaccords. Cela nous a permis de porter collectivement un regard lucide sur notre territoire et sur le monde, sans céder au fatalisme ni à la tentation de solutions toutes faites. Et tout ça nous a menées beaucoup plus loin que nous l'imaginions au départ.

Ce rapport rend compte de toute cette aventure collective. Il présente cette récolte immense de notre vécu collectif : travaillé dans la concertation, questionné dans la recherche, expérimenté dans l'action et la création. La CDC de L'Érable ressort de ce projet avec une conviction profonde : la transition socioclimatique ne se fera pas en silo ni dans les bureaux.

Pour advenir, cette transition se construit dans les liens entre les personnes, les organisations, les différents secteurs et les générations. Nous avons misé sur l'intelligence collective et nous avons vu que même si le sujet est vaste et sérieux, les personnes avaient ce savoir expérientiel fondamental à la compréhension des phénomènes plus grands. Nous avons également fait le pari que les rencontres permettraient le maillage des diverses réalités et des multiples compréhensions sectorielles. Ce pari a donné lieu à des rencontres qui nous ont portées à réfléchir ensemble à ce que notre territoire et notre monde peuvent devenir.

La CDC de L'Érable est fière du chemin parcouru. Nous sommes parties de certains constats et plusieurs questions. Nous aurions pu conserver un chemin linéaire qui voulait répondre à ces questions et valider ces constats.

Au lieu de cela, nous avons travaillé à créer les conditions pour que de nouvelles questions puissent être posées, que des perspectives puissent se rencontrer et que des pistes d'action puissent émerger. Nous croyons profondément que la lourde responsabilité du changement doit désormais changer de camp.

Ce projet nous a permis de confirmer une fois de plus ce que nous disons toujours : faire territoire, c'est accepter que nous ne puissions pas tout faire seules. Il nous faut reconnaître notre interdépendance solidaire et notre capacité collective à agir sur ce qui peut parfois nous paraître impossible.

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont pris part à la démarche, de près ou de loin. Merci à toutes ces personnes engagées et généreuses qui ont partagé de leur temps, de leur expertise et qui ont questionné les façons de faire et accepté d'imaginer avec nous un monde différent.

Ce rapport marque une étape et non une fin.

Car, si nous avons appris quelque chose en chemin, c'est que les liens qui se nouent quand nous portons la même visée transformatrice pour un monde plus juste et inclusif demeurent solides même à l'épreuve du temps. Surtout, nous avons compris que nous sommes déjà debout et en plein cœur de l'action!

Équipe du projet

La réalisation de ce projet et la rédaction du présent rapport intégré ont mobilisé deux types de contribution distincts : le travail d'exécution, qui a porté la démarche sur le terrain auprès des parties prenantes du territoire, et le travail de rédaction, qui a transformé cette démarche en un document structuré et analytique. Cette distinction s'inscrit dans la logique de gouvernance partagée qui caractérise l'ensemble de la démarche.

→ Équipe d'exécution de la démarche

Nom	Rôle	Affiliation
Caroline Moreau	Directrice générale	CDC de L'Érable
Haniel Agossou	Chargé de projet en transition socioclimatique	CDC de L'Érable
Christian Paquin	Agent de concertation et de mobilisation	CDC de L'Érable
Marie-Andrée Bergeron	Agente de développement communautaire	CDC de L'Érable
Jean-François Bissonnette, Ph. D.	Évaluation	Université Laval
Oumar Sangaré, Ph. D.	Évaluation	Université Laval
TOGETHER SENSE	Support technique et méthodologique	Partenaire externe

→ Équipe de rédaction du rapport intégré

Nom	Contribution	Affiliation
Haniel Agossou	Recherche, analyse et rédaction du rapport intégré	CDC de L'Érable
Caroline Moreau	Révision globale du rapport	CDC de L'Érable
Jean-François Bissonnette, Ph. D.	Révision globale et validation scientifique du volet évaluation	Université Laval
Oumar Sangaré, Ph. D.	Révision globale et validation scientifique du volet évaluation	Université Laval
TOGETHER SENSE	Support technologique (développement web, architecture de systèmes) et design	Partenaire externe

Scope du projet

Le projet « Faire territoire ensemble en proposant de nouveaux récits », porté par la Corporation de développement communautaire de L'Érable (CDCÉ) et déposé à la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC) en juin 2024, visait à répondre à un double déficit sur le territoire de la MRC de L'Érable : l'absence d'une concertation intersectorielle structurée autour de la transition socioclimatique, et le manque de récits positifs et mobilisateurs capables de dépasser le discours ambiant de culpabilité et d'écoanxiété entourant les enjeux climatiques.

Le projet se déclinait en deux volets complémentaires. Le volet concertation visait à rassembler les acteurs des différents secteurs du territoire (MRC, municipalités, organismes communautaires, milieu scolaire, santé, économie circulaire, secteur culturel, population) autour d'un langage commun, à établir une « boussole climatique » du territoire et de ses organisations, à identifier les points de tension et pistes de solution consensuelles, et à définir collectivement la gouvernance permettant d'assurer la pérennité de la démarche au-delà du financement initial.

Le volet roman graphique visait quant à lui la conception, la production et la diffusion d'un roman graphique présentant un récit positif et prospectif de la transition socioclimatique, appuyé par la mise en place d'un comité de pilotage intersectoriel et d'un comité scientifique, ainsi que la création d'un atelier d'éducation populaire autonome (ÉPA) adaptable aux différentes organisations du milieu.

Le projet devait se dérouler sur une période de deux ans, de septembre 2024 à septembre 2026, pour un budget total de 200 700 $ répartis sur les deux années financières (100 700 $ en 2024-2025 et 100 000 $ en 2025-2026), couvrant notamment les salaires et avantages sociaux, les honoraires de l'artiste illustrateur, l'organisation d'un forum, l'impression et la diffusion du roman graphique, ainsi que les frais de gestion et de contingence.

Glossaire

B

- **Boussole climatique (ou Boussole de la transition) :** Outil de positionnement développé par la Chaire de recherche sur la transition écologique (UQAM), permettant à chaque participant de se situer sur trois axes bipolaires de la transition socioclimatique : échelle (globale/locale), finalité (carboneutralité/justice sociale) et approche (technocentrée/sociocentrée).

C

- **CDCÉ :** La Corporation de développement communautaire de L'Érable, organisme porteur du projet.
- **Critical Path :** Méthode de gestion de projet qui identifie la séquence des étapes dont dépend la réalisation de l'ensemble d'un plan.

D

- **Due diligence :** L'analyse préalable et approfondie du territoire et du contexte, menée avant et au début du projet, pour identifier les enjeux, les acteurs et les facteurs de réussite. Se décline en deux volets : la Due diligence externe (portrait des politiques climatiques du fédéral au local, analyse PEST et FFOM du territoire) et la Due diligence interne (entretiens individuels avec les acteurs du territoire).

E

- **Effet miroir :** Le nom donné à l'écart observé entre l'auto-évaluation d'un plan d'action par ses propres concepteurs et l'évaluation du même plan par l'ensemble des participants. Utilisé comme indicateur de la capacité du processus à s'auto-corriger plutôt qu'à s'auto-valider.
- **ÉPA (Atelier d'éducation populaire autonome) :** Outil pédagogique conçu pour accompagner le roman graphique, permettant à d'autres organismes du territoire de l'animer eux-mêmes, sans dépendre de la CDCÉ.
- **ÉRABLE GES :** Outil numérique développé en cours de projet pour permettre aux organisations du territoire de mesurer et suivre leur empreinte environnementale.

F

- **FCS / CSF (Facteurs critiques de succès) :** Les conditions déterminantes pour la réussite du projet, identifiées à partir de la due dilligence.
- **FFOM (ou SWOT) :** Grille d'analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces propres à une organisation ou une démarche. Complète le PEST en se concentrant sur les caractéristiques internes et externes spécifiques au projet.

M

- **Matrice BCG (Engagement × Influence) :** Outil visuel, adapté ici d'un outil classique de gestion stratégique, positionnant chaque catégorie d'acteurs du territoire selon son niveau d'engagement dans la démarche et son influence réelle sur le territoire, suivi dans le temps.

P

- **PEST :** Grille d'analyse des facteurs Politiques, Économiques, Sociaux et Technologiques qui influencent un projet ou un territoire. Utilisée pour structurer le diagnostic initial et pour suivre son évolution dans le temps.

S

- **Scope :** Le périmètre initial du projet, tel que défini dans le document déposé à la TNCDC en juin 2024 : ses deux volets (concertation territoriale et roman graphique), ses objectifs et son budget. Sert de point de référence pour distinguer ce qui était prévu de ce qui a émergé en cours de route.

T

- **TNCDC :** La Table nationale des corporations de développement communautaire, réseau provincial regroupant 72 CDC dans 16 régions du Québec, et bailleur de fonds initial du projet.

1. Présentation / Sommaire exécutif

L'essentiel en un coup d'œil

55 parties prenantes mobilisées	provenant de **8 secteurs** d'activité, en 18 mois
21 organismes positionnés sur la boussole climatique	consensus sociocentré mesuré à **5,1/10**
2 évaluations externes indépendantes	menées par des tiers et non par l'équipe projet
6 actions officielles	assignées à la CDCÉ dans le Plan d'adaptation adopté de la MRC
1 préfet de la MRC	issu directement de la démarche communautaire
41 actions climatiques priorisées	**0** financées à ce jour, ni complètement ni partiellement
≈ 4 290 000 $	besoin de financement total pour déverrouiller l'ensemble du plan

L'argument central

Ce projet a fait ce qu'il avait promis – et davantage – sans dépasser son budget initial de **200 700 $.** Il a construit, avec **55 parties prenantes indépendantes**, une vision commune de la transition socioclimatique du territoire, mesurée plutôt qu'affirmée. Cette vision a été validée deux fois par des évaluations externes, reconnue officiellement par la MRC dans son propre plan d'adaptation aux changements climatiques, et traduite en un plan d'action de **41 mesures concrètes,** chacune déjà priorisée et dotée de collaborateurs pressentis.

Ce qui manque n'est pas la vision, ni le plan, ni la mobilisation – c'est le financement pour l'exécuter.

Deux verrous précis, et deux seulement, séparent ce plan de sa réalisation : la clarification d'un cadre de gouvernance partagée, et la sécurisation d'environ **4 290 000 $.** Le présent rapport documente, preuves à l'appui, pourquoi ces verrous peuvent être levés avec confiance plutôt qu'avec risque.

Ce que ce rapport démontre

01. **Une méthodologie rigoureuse et vérifiable :**
chaque affirmation de ce rapport est traçable à une donnée mesurée, pas à une impression

02. **Une capacité d'autocorrection démontrée, pas seulement promise :**
les faiblesses (faisabilité, gestion des risques) sont documentées aussi soigneusement que les réussites

03. **Une reconnaissance institutionnelle déjà actée, indépendamment de ce rapport :**
la MRC elle-même nomme la CDCÉ comme partenaire dans six de ses propres actions officielles

04. **Un plan d'exécution prêt, pas une intention à développer :**
41 actions déjà évaluées, structurées et accompagnées d'un budget détaillé

05. **Une gouvernance de mise en œuvre déjà esquissée, appuyée sur un atout rare :**
un élu engagé depuis le début de la démarche, devenu depuis préfet de la MRC.

2. Contexte et problématique

| Un territoire exposé, une réponse fragmentée

La MRC de L'Érable, comme l'ensemble du Centre-du-Québec, fait face à une intensification mesurable des risques climatiques : stress hydrique estival, inondations et crues printanières, îlots de chaleur urbains, érosion des sols agricoles, et une liste d'impacts socioéconomiques et sanitaires qui touchent en priorité les populations déjà vulnérables agriculteurs, ménages à faible revenu, aînés, et une population plus jeune que prévu affectée par l'éco-anxiété.

Face à ces risques, une analyse rigoureuse du territoire (due diligence externe et interne, analyse PEST, analyse FFOM) a été réalisée afin de guider la mise en œuvre de notre démarche.

82 acteurs identifiés,
20 entretiens semi-dirigés
ont révélé des problèmes structurants, non pas hypothétiques mais documentés empiriquement :

Des risques déjà nommés par le territoire lui-même. Dès la première cartographie participative (29 répondants), la sécheresse et le manque d'eau ont été cités par 50 % des répondants, à égalité avec les inondations et pluies extrêmes (50 % également); la chaleur extrême et les îlots de chaleur suivent à 42,9 %. Ces mêmes enjeux reviennent, confirmés indépendamment, dans l'inventaire complet des enjeux mené en fin de démarche - le stress hydrique estival est le signal le plus constant de tout l'exercice, pour les deux territoires étudiés (MRC de L'Érable et Centre-du-Québec).

Un déficit de concertation, pas un déficit de volonté. 76 % des organismes du territoire avaient déjà entrepris une forme d'action climatique - mais de façon dispersée, sectorielle, sans coordination. Le territoire n'agissait pas trop peu; il agissait en ordre dispersé, faute d'un espace commun pour aligner les efforts.

Un déficit de récits mobilisateurs, pas un déficit de conscience. La totalité des acteurs interrogés (100 %) ressentait déjà les effets des changements climatiques - mais cette conscience s'accompagnait, en particulier chez les jeunes, d'un fatalisme paralysant, nourri par un discours climatique ambiant plus anxiogène que mobilisateur.

Ce que révèle l'analyse stratégique

L'analyse croisée PEST (politique, économique, social, technologique) et FFOM (forces, faiblesses, opportunités, menaces) a permis d'identifier huit facteurs critiques de succès (FCS) soit la charpente de toute la démarche qui suit. Deux constats structurants s'en dégagent :

- **Une force rare à exploiter** : la CDC de L'Érable elle-même, avec son ancrage territorial dense (50 organismes membres, 22 secteurs) et sa position d'intermédiaire naturel entre l'action communautaire et l'action municipale
- **Un vide de gouvernance à combler** : l'absence d'un mécanisme structuré reliant les paliers fédéral, provincial, régional et local en une action climatique cohérente pour ce territoire précis

(Voir Annexe 01 - Due diligence complète, pour le portrait détaillé du territoire, l'analyse PEST/FFOM intégrale, et l'architecture méthodologique de la transition.)

Ce diagnostic initial, confronté à ce qui a été accompli

Pour qu'un diagnostic serve à quelque chose, il doit pouvoir être revisité honnêtement. Voici l'état de chacun des facteurs identifiés au départ, deux ans plus tard :

Facteur identifié en 2024	État aujourd'hui
Non-arrimage aux cadres politiques locaux	Résolu - comité conjoint MRC, le préfet engagé dans la démarche dès son lancement
Absence de vision stratégique municipale	En cours - Plan Climat MRC avance, rythme institutionnel encore lent
Manque de ressources institutionnelles	Ouvert - objet même du renforcement de capacité, en développement continu
Difficultés d'accès aux financements	Ouvert - reste le facteur le plus critique, objet de ce dossier
Éco-anxiété, sentiment d'impuissance	Adressé - roman graphique, consensus sociocentré mesuré
Fragmentation des efforts territoriaux	Résolu - 55 parties prenantes coordonnées
Connaissance climatique inégale selon les secteurs	Adressée - compréhension mesurée à 4,1/5
Peu d'outils numériques mobilisés	Résolu - outil Érable Impact/ÉRABLE GES conçu et testé

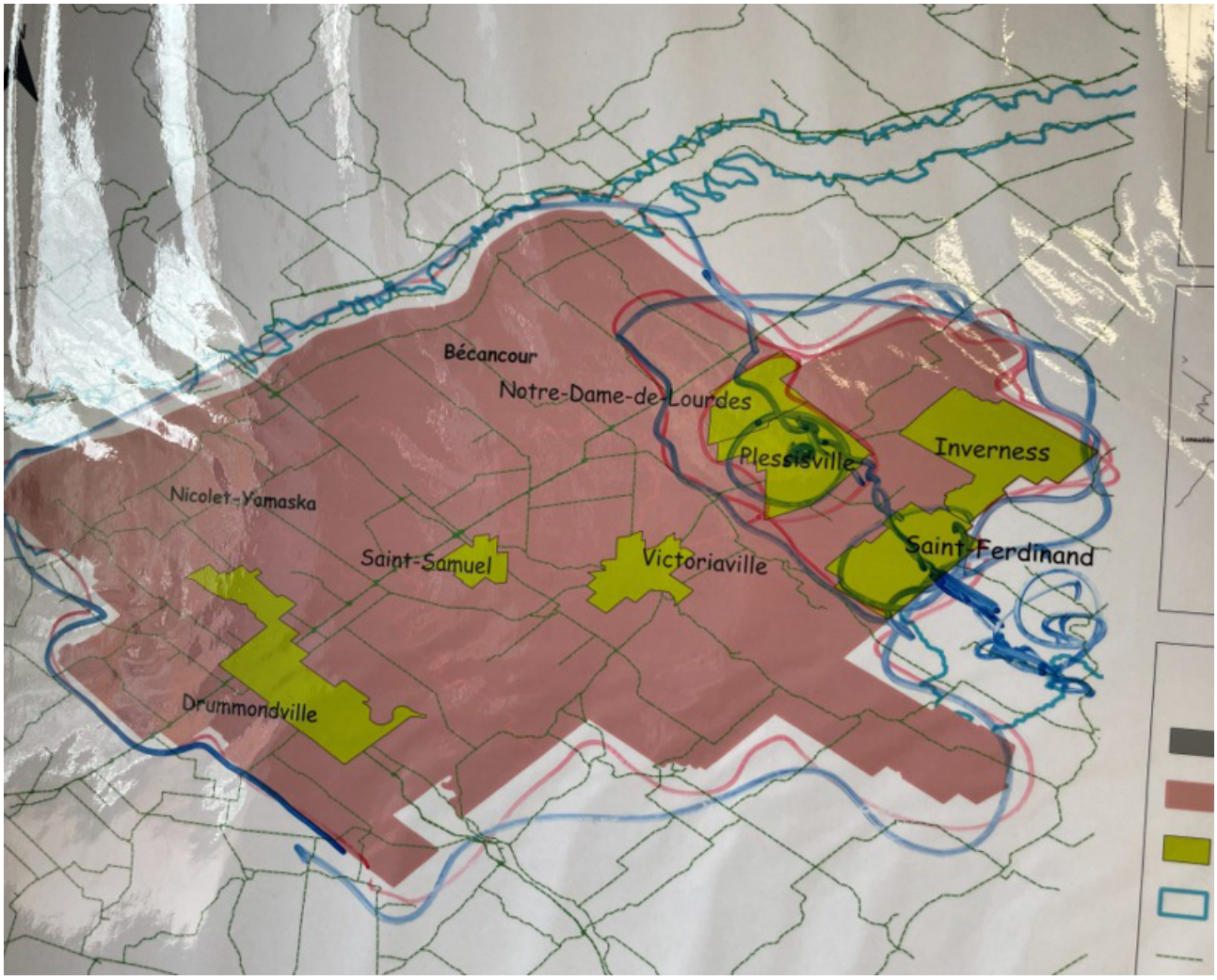
Sur huit facteurs identifiés au départ, six sont résolus ou largement adressés – et les deux qui restent ouverts sont exactement ceux que ce dossier demande de financer. Ce n'est pas une coïncidence : c'est la preuve qu'un diagnostic rigoureux, suivi dans le temps, mène directement à une demande de financement précise plutôt qu'à une liste de vœux.

La réponse proposée

C'est directement en réponse à ces enjeux que le projet

« Faire territoire ensemble en proposant de nouveaux récits »

a été déployé – pas comme un exercice de sensibilisation générique, mais comme une réponse structurée à un diagnostic précis : une démarche de concertation pour combler le déficit de coordination, et un roman graphique pour combler le déficit de récits positifs.





3. Le projet et sa démarche

Un projet à deux volets, mené sur 24 mois

Déposé à la **Table Nationale des CDC (TNCDC)** en **juin 2024** et lancé en **septembre 2024**, le projet s'articule autour de deux volets complémentaires et d'un budget de **200 700 $** :

Le volet concertation : une démarche participative en quatre ateliers, conçue pour construire une vision climatique partagée du territoire à travers la cartographie participative, une boussole climatique, des mises en situation stratégiques, et une priorisation collective des enjeux et des actions.

Le volet roman graphique : un outil narratif positif de la transition, porté par un comité de pilotage intersectoriel de 9 membres, conçu pour rejoindre les publics moins engagés dans les enjeux climatiques et se prolonger de façon autonome au-delà de la durée du projet, via un atelier d'éducation populaire (ÉPA) reproductible par d'autres organismes.

Ce qui a été accompli – en bref

Atelier 1 (mai 2025)

Cartographier pour agir.

Douze organismes réunis en présentiel, portés à 29 répondants grâce à une démarche délibérée d'inclusion des organismes absents. La cartographie a révélé un territoire dont les enjeux climatiques dépassent ses frontières administratives – L'Érable et Arthabaska partagent une réalité commune documentée comme « territoires sœurs ».

Atelier 2 (octobre 2025)

Boussole climatique et mise en situation.

21 acteurs positionnés sur trois axes de transition (échelle, finalité, approche), révélant un consensus territorial fort autour d'une transition **sociocentrée** (5,1/10, le score le plus élevé et le plus consensuel de l'exercice). Trois plans d'action à dix ans co-construits par des parties prenantes aux angles distincts.

Atelier 3 (février 2026)

Évaluation approfondie.

Plutôt que de valider ses propres propositions en cercle fermé, la démarche les a soumises à une évaluation croisée par l'ensemble des parties prenantes. Cela a révélé un écart entre l'enthousiasme des concepteurs et le jugement plus mesuré des pairs, menant à la décision collective, assumée, que les trois plans étaient « à améliorer ». Le même exercice de rigueur a été appliqué à l'outil numérique développé en cours de route.

Atelier 4 (mai 2026)

Priorisation globale.

Un inventaire complet de l'ensemble des enjeux du territoire a été fait (~40 enjeux, 5 thématiques), pour s'assurer qu'aucun angle mort ne subsiste derrière les priorités déjà retenues.

(Voir Annexe 03 – Détail des 4 ateliers, pour le déroulement complet, les données brutes, et l'analyse méthodologique intégrale.)

Une discipline d'efficience budgétaire

Plusieurs efforts substantiels sont nés en cours de démarche, au-delà du Scope initial : un outil numérique de suivi environnemental, une démarche d'inclusion élargie des organismes absents, et deux évaluations externes indépendantes. **Aucune ligne budgétaire distincte n'a été requise pour ces efforts** – ils ont été livrés à l'intérieur de l'enveloppe d'origine, un signal d'efficience rare à souligner auprès de tout bailleur.



Les chiffres le confirment concrètement. Au 31 août 2025 (fin de l'an 1), 87 031 $ avaient été dépensés sur les 100 350 $ reçus, dont 72 620 $ en salaires sur les 147 000 $ prévus au terme complet du projet – un surplus de 13 319 $ reporté vers l'an 2. Aucune ligne distincte n'apparaît pour l'outil numérique, l'inclusion élargie, ou les évaluations externes : ces efforts ont été absorbés dans les heures de salaire déjà prévues plutôt que de générer un dépassement.

Le roman graphique – l'autre moitié du mandat original

Porté par un **comité de pilotage intersectoriel de 9 membres** (incluant l'élu devenu depuis préfet de la MRC) et une artiste-illustratrice (Audrey Robert) déjà retenue, le roman graphique traduit les enjeux climatiques en récits positifs et accessibles, plutôt qu'en contenu technique. Contrairement aux formations ponctuelles, il ne nécessite pas la présence continue de la CDCÉ pour continuer à porter son message une fois diffusé. C'est un outil de sensibilisation qui reste actif bien après la fin du financement initial.



Son prolongement, l'**atelier d'éducation populaire autonome (ÉPA)**, est conçu pour être repris directement par d'autres organismes du territoire, sans accompagnement soutenu de la CDCÉ – un test terrain a été réalisé le **30 septembre 2026**. Contrairement aux efforts de renforcement de capacité (hors Scope), l'ÉPA figurait déjà comme objectif explicite du projet original : sa livraison prochaine représente la réalisation d'un engagement pris dès 2024, pas un ajout en cours de route.

(Voir Annexe 08 – Suivi financier, pour l'état complet des revenus et dépenses au 31 août 2025.)

Le renforcement de capacité – outiller, pas seulement mobiliser

Un constat s'est imposé dès l'analyse du territoire : la motivation à agir pour le climat ne suffit pas si les organismes ne disposent pas des ressources, des connaissances et des compétences pour concrétiser cette volonté en projets financés et pérennes. La démarche a donc développé, en parallèle des ateliers, un volet structuré de renforcement de capacité – un effort qui n'était pas prévu au Scope initial, mais qui a émergé comme une nécessité identifiée dès la Due diligence (connaissance inégale des enjeux climatiques selon les secteurs).

Une architecture pédagogique en spirale, a été déployée lors des mêmes rencontres que les ateliers : mise à niveau sur les enjeux climatiques et introduction à la finance verte (Atelier 1), approfondissement des causes du changement climatique (Atelier 2), architecture de la transition et mesure de l'empreinte carbone (Atelier 3). Un feedback reçu après le premier temps (jargon trop technique pour certains publics) a été corrigé dès le second – confirmé par une compréhension mesurée à 4,1/5 au sondage de clôture.

L'outil Érable Impact (rebaptisé ÉRABLE GES) remplit trois fonctions distinctes : sensibilisation, aide à la décision, et suivi. Une nuance stratégique l'accompagne : l'empreinte carbone y est présentée comme un point de départ mesurable, pas comme une finalité. En effet, la transition socioclimatique implique aussi des transformations sociales et une attention à la justice, que le seul calcul carbone ne capture pas.

L'élément distinctif : traduire le carbone en langage social

Les cadres de financement climatique (fédéraux, provinciaux) s'adressent d'abord à un public d'experts et de grandes institutions. Il s'agit d'un langage qui exclut structurellement une large partie de la population et des petits organismes communautaires. La CDCÉ a construit, à travers l'ensemble de ces outils, un **pont de traduction** entre le registre technique de la carboneutralité et le registre vécu de l'écoresponsabilité au quotidien. C'est un positionnement rare, puisque les bailleurs cherchent de plus en plus des projets démontrant à la fois un impact carbone et une adhésion sociale réelle, deux résultats rarement obtenus ensemble.

(Voir Annexe 04 – CSF2 détaillé, pour le développement méthodologique intégral.)

4. Vision commune

Une vision mesurée, pas supposée

Contrairement à la plupart des démarches de transition qui affirment un consensus territorial sans le vérifier, ce projet l'a mesuré directement, à l'aide de la Boussole de la transition (Chaire de recherche sur la transition écologique, UQAM). C'est un outil positionnant chaque acteur sur trois tensions fondamentales de toute transition climatique : l'échelle d'action (globale ou locale), la finalité recherchée (carboneutralité ou justice sociale), et l'approche privilégiée (technocentrée ou sociocentrée).

Le résultat est net et cohérent à travers deux groupes distincts – les acteurs directement engagés dans le projet, et un second groupe de membres communautaires n'ayant pas participé à l'atelier, sondé séparément pour éviter que la vision ne reflète que les personnes déjà à la table. Les deux convergent fortement : la transition du territoire est perçue comme **sociocentrée** (5,1/10, le score le plus consensuel de tout l'exercice) – portée par la mobilisation citoyenne plutôt que par une approche descendante.

La tension assumée plutôt que dissimulée

Une divergence réelle distingue cependant les deux groupes : le milieu communautaire priorise fortement la justice sociale (6,2/10) sur la carboneutralité (0,8/10), tandis que les acteurs du projet restent plus partagés entre les deux. **Cette tension n'est pas un problème à résoudre – c'est la carte du terrain que ce projet doit occuper.**

Les grilles de financement climatique classiques (fédérales, provinciales) restent structurées autour d'une logique de performance carbone. Le territoire, lui, insiste que la transition n'a de sens que si elle protège d'abord les plus vulnérables. **Ce projet ne choisit pas entre les deux logiques – il se positionne comme le pont entre elles**, traduisant la performance carbone en gestes de responsabilité sociale accessibles à chacun, plutôt que de la réserver à un langage technique excluant.

L'énoncé de vision qui en résulte

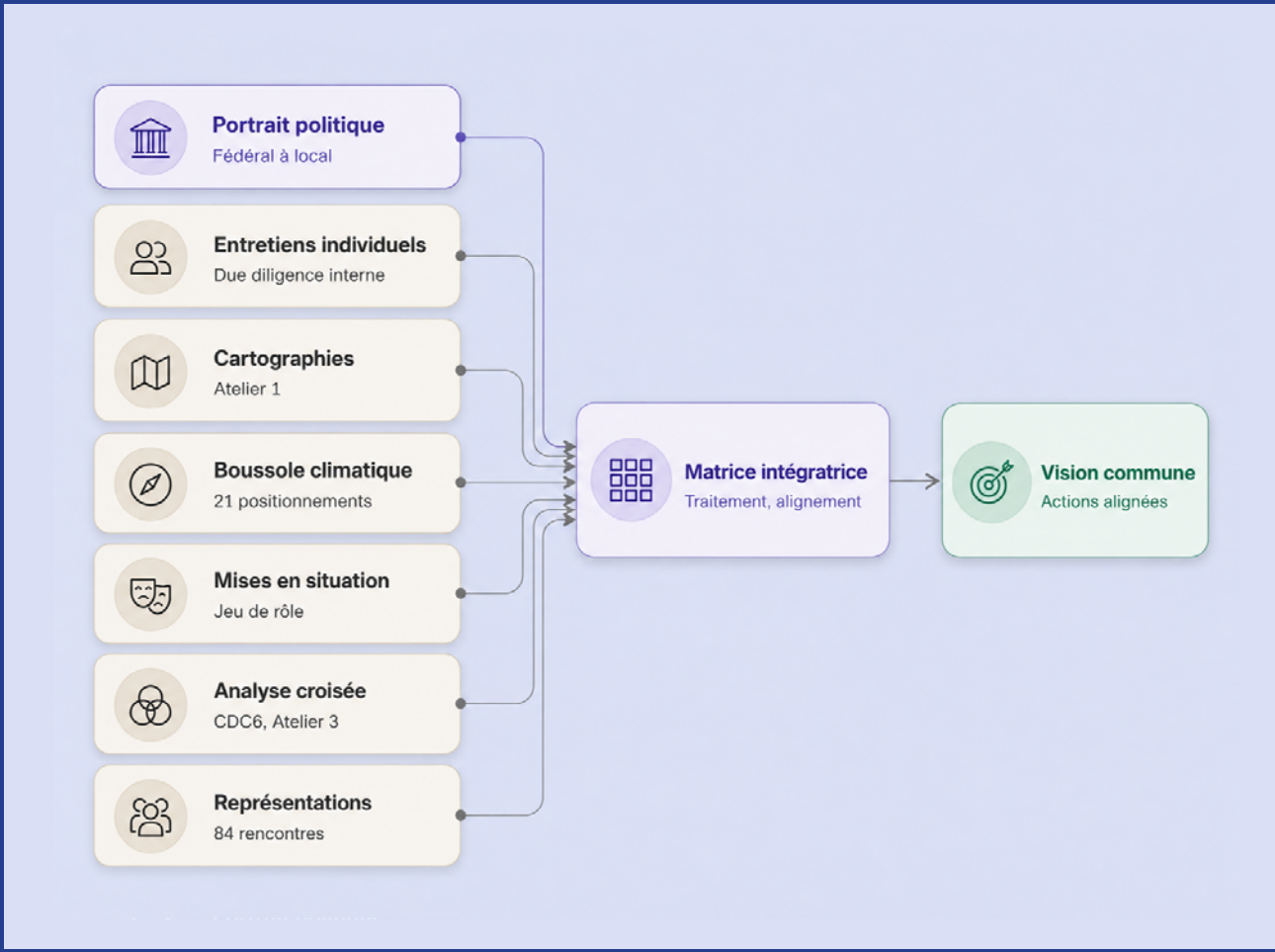
La transition socioclimatique de L'Érable est une démarche ascendante, portée par sa communauté et coconstruite avec ses institutions. Elle refuse de choisir entre l'urgence climatique et la justice sociale, pense le territoire au-delà des frontières administratives et privilégie l'éducation et le récit plutôt que la culpabilisation. Elle mise sur la rigueur plutôt que l'autosatisfaction, tout en s'enracinant localement et en se mesurant à des cadres institutionnels et provinciaux plus larges.

Cette vision n'est pas un slogan – chacun de ses éléments se retrace directement à une donnée mesurée dans ce projet : la boussole, les plans d'action des ateliers, l'effet miroir des évaluations croisées, et les 84 représentations institutionnelles menées sur 18 mois.

(Voir Annexe 01 – Due diligence complète et Annexe 04 – CSF2 à CSF4 détaillés, pour le développement méthodologique intégral de cette vision.)

Comment cette vision a été construite – pas seulement son résultat

La vision commune ne s'est pas construite d'un coup : elle résulte de l'intégration systématique de **sept sources distinctes**, accumulées et recoupées plutôt que traitées isolément – le portrait politique fédéral-local, les entretiens individuels, les cartographies participatives, la boussole climatique, les mises en situation, l'analyse croisée par les pairs, et 84 représentations institutionnelles menées sur 18 mois.



Matrice d'intégration : sept sources convergent vers une vision commune et des actions alignées

Cette intégration révèle une position stratégique importante. Les cadres politiques supérieurs (fédéral, provincial) restent structurés autour d'une logique de performance carbone descendante. Le Plan Climat de la MRC, à l'échelle régionale, combine déjà adaptation et réduction GES, avec une ouverture sociale croissante. La vision locale de L'Érable va plus loin : elle place la justice sociale et le sociocentrisme au cœur même de la réussite climatique. **Cela est un maillon que les échelons supérieurs n'adressent pas directement**. La vision locale ne se contente donc pas de s'aligner sur les paliers supérieurs : elle comble un vide qu'ils laissent ouvert, tout en s'y arrimant concrètement.

5. Résultats et validation

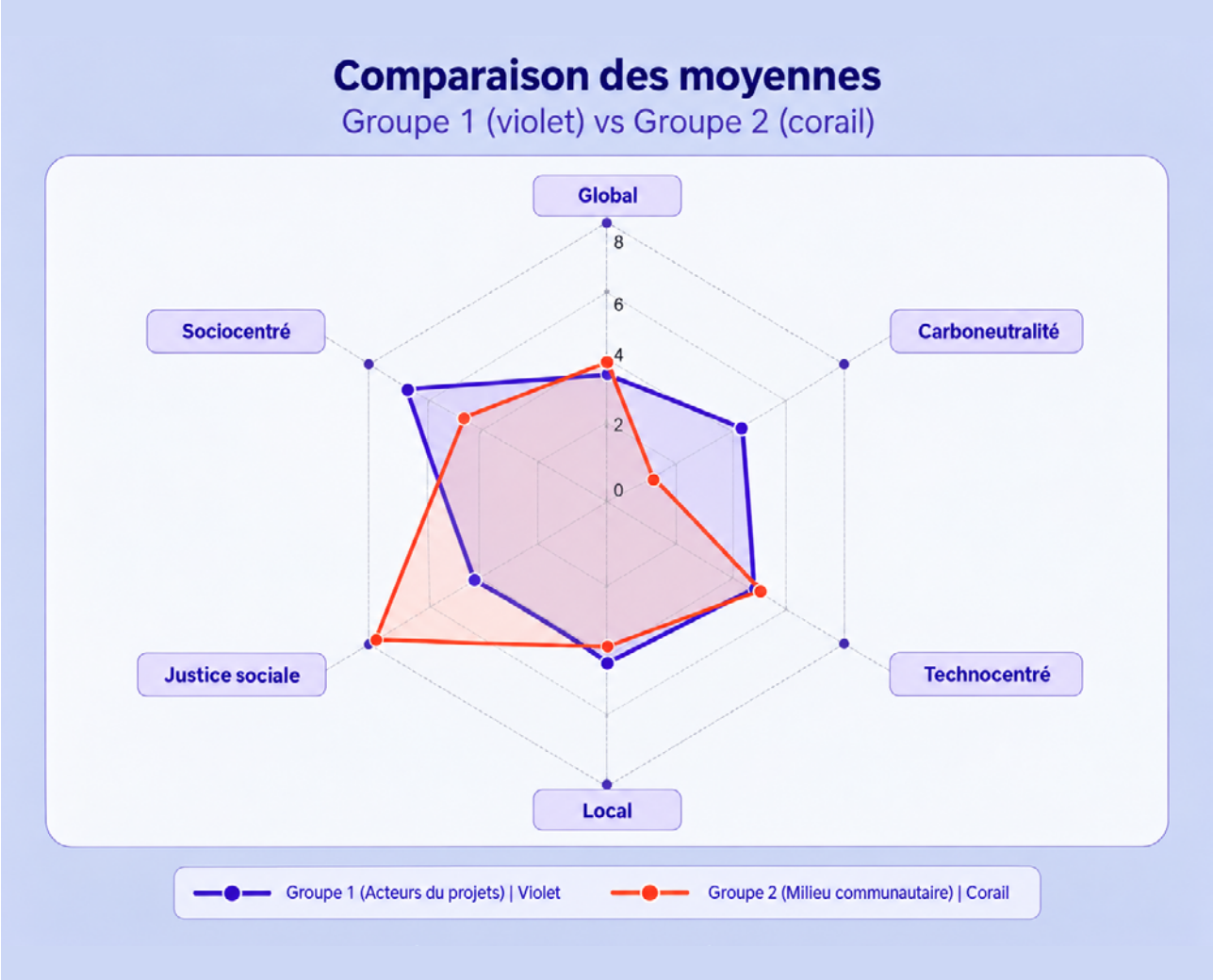
Une capacité de mobilisation vérifiable, pas déclarée

Le dénombrement systématique de quatre sources indépendantes (rapports de représentation, données de participation aux ateliers, positionnements sur la boussole, comité de pilotage) établit que la démarche a mobilisé **55 parties prenantes distinctes** (organismes et individus) provenant de **8 secteurs** d'activité, sur 18 mois. Rapporté à la population du territoire (24 430 habitants), c'est une densité de mobilisation qui dépasse largement ce qu'une concertation ponctuelle produit habituellement.



Répartition des 49 organismes mobilisés, par secteur.

Un consensus mesuré, avec une tension assumée



Comparaison des positionnements sur la boussole climatique entre les acteurs du projet et le milieu communautaire.

Ce graphique illustre concrètement la vision décrite en Section 4 : convergence forte sur l'approche sociocentrée entre les deux groupes sondés, et divergence nette sur la finalité de la transition (justice sociale vs carboneutralité). C'est la carte du terrain de médiation que ce projet occupe déjà.

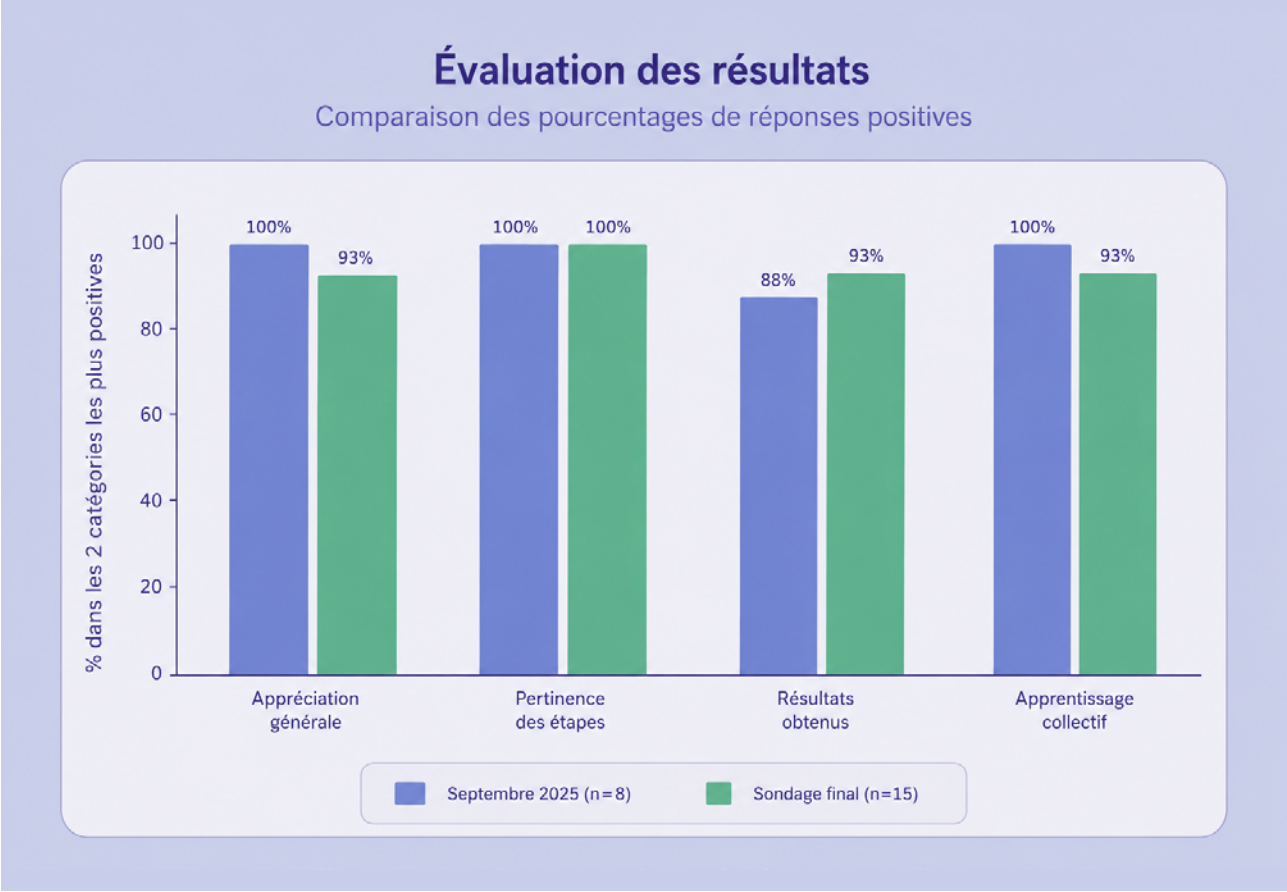
L'outil ÉRABLE GES – conçu, testé, corrigé

Né d'un besoin exprimé collectivement en cours de démarche plutôt que planifié d'avance, un outil numérique de suivi environnemental a été développé puis soumis à un test utilisateur réel (pas un test en laboratoire fermé). Résultat : **70% de satisfaction sur la clarté et la facilité d'utilisation,** mais seulement **20 % des utilisateurs** ont trouvé facile de réunir les données nécessaires pour l'alimenter. Cela représente un frein identifié honnêtement plutôt que dissimulé, et déjà accompagné de huit recommandations concrètes d'amélioration (mettre le lien).

Deux validations externes indépendantes, pas des auto-évaluations

Au milieu et à la fin de la démarche, deux évaluations ont été menées par des tiers - pas par l'équipe du projet elle-même :

	Mi-parcours (sept. 2025, n=8)	Clôture (n=15)
Appréciation générale	100 % positive	93 % positive
Pertinence des étapes	100 % positive	100 % positive
Apprentissage collectif	100 % positif	93 % positif



Comparaison entre l'évaluation de septembre 2025 et le sondage final de clôture.

Les deux mesures, prises à dix mois d'intervalle auprès de groupes différents, produisent des résultats quasi identiques. Cela montre que la satisfaction s'est maintenue du début à la fin, plutôt que de s'essouffler. **Une validation institutionnelle directe s'y ajoute** : des répondants municipaux rapportent une meilleure vue d'ensemble des enjeux climatiques régionaux grâce à la démarche. Camille Proulx, coordonnatrice du Plan Climat de la MRC, l'exprime sans détour dès l'évaluation de mi-parcours : « le travail de la CDC est facilement transposable dans le travail du plan climat pour le faire vivre. »

Trois couches de validation externe, pas une seule

Au-delà de la reconnaissance institutionnelle de la MRC, la démarche a été soumise à une validation académique et internationale, distincte des évaluations par les pairs déjà documentées :

– **Université Laval** : une évaluation critique méthodologique par un professeur (approche de co-création plutôt qu'expertise descendante, séquence d'ateliers optimisée), suivie d'une validation académique explicite de l'approche systémique et inclusive de la démarche par un second professeur

– **TOGETHER SENSE** (accompagnement méthodologique international) : recommandations sur les limites du calcul carbone isolé et pistes de modélisation systémique pour enrichir l'outil de suivi.

Trois regards distincts convergent vers la même appréciation; communautaire (évaluations par les pairs), institutionnel (MRC), et académique/ international (Université Laval, TOGETHER SENSE)

Peu de démarches communautaires de cette envergure peuvent revendiquer une validation aussi multicouche.

L'effet miroir – la preuve méthodologique la plus forte du dossier

À l'Atelier 3, plutôt que de valider ses propres plans en cercle fermé, la démarche les a soumis à une évaluation croisée par l'ensemble des parties prenantes. L'écart qui en résulte est révélateur :

Critère commun	Auto-évaluation	Évaluation croisée	Écart
Pertinence	4,21	3,88	-0,33
Impact attendu	4,22	3,42	-0,80
Participation	4,12	3,54	-0,58
Faisabilité	3,38	3,42	+0,04

Pour trois critères sur quatre, le regard extérieur des pairs est plus sévère que l'auto-évaluation des porteurs de projet – un phénomène bien documenté dans la littérature sur l'évaluation participative. **Loin d'être une faiblesse, cet écart est la preuve tangible que la CDCÉ n'a jamais cherché à valider ses propositions en cercle fermé.**

Des demandes sectorielles concrètes, déjà exprimées

Le sondage de clôture a fait remonter des recommandations précises, secteur par secteur – la preuve d'une adhésion large et différenciée, pas seulement générique :

Secteur	Recommandation exprimée
Agriculture	Volet de financement adapté aux exploitations
Santé	Rejoindre davantage les clientèles vulnérables
Municipal	Échéancier clair par municipalité
Éducation	Ponts formels avec les écoles
Eau/environnement	Suivi scientifique et financement à long terme
Culture	Inclusion des organismes culturels
Commerces	Accompagnement pour petites entreprises

Chacune de ces sept recommandations se rattache directement à l'un des deux verrous du Critical Path (Section 9). Ce n'est pas une liste de souhaits disparates, c'est la matière concrète du plan d'action, déjà validée par les parties prenantes.

Une transparence méthodologique

À travers cinq mesures indépendantes et à des moments différents (auto-évaluation des plans, évaluation croisée par les pairs, sondage de clôture), un même constat revient : **la faisabilité et la gestion des risques restent le point faible constant** de la démarche. Plutôt qu'un signal isolé à minimiser, cette convergence répétée est traitée comme telle dans ce rapport et pointe directement vers où l'investissement à venir doit porter en priorité (Section 8 et Section 9).

(Voir Annexe 02 – Étude de perception intégrale, pour l'analyse qualitative complète des 20 entretiens ayant nourri le diagnostic initial.)

6. Reconnaissance institutionnelle

| Une légitimité qui ne repose pas sur ce rapport seul

L'argument le plus solide de ce dossier n'est pas une affirmation de la CDCÉ - c'est une reconnaissance indépendante, écrite dans des documents officiels que la CDCÉ n'a pas rédigés elle-même.

Le Plan d'adaptation aux changements climatiques 2023-2033 de la MRC de L'Érable, document officiel et adopté, nomme explicitement la CDCÉ comme partenaire collaborateur dans **six actions distinctes** : santé publique et populations vulnérables, communication sur les îlots de chaleur, accessibilité aux espaces climatisés, communication d'urgence, éducation communautaire, et - la plus significative - l'apprivoisement des **enjeux sociaux et de justice environnementale**, une responsabilité à long terme (3 à 5 ans et plus).

Cinq de ces six responsabilités convergent déjà avec des actions que notre propre démarche avait identifiées et priorisées de façon complètement indépendante. Ce n'est pas une coïncidence : c'est la preuve que deux analyses distinctes - l'une communautaire et participative, l'autre spécialisée et institutionnelle - arrivent aux mêmes urgences pour ce territoire.

#	Responsabilité assignée à la CDCÉ (Plan d'adaptation MRC)	Échéance	Page	Convergence avec nos 41 actions
1	**Santé publique - cibler les populations vulnérables**	Moyen terme (1-3 ans)	198	Soutien psychosocial climatique
2	**Communication sur les îlots de chaleur**	Court terme (0-1 an)	198	Plan de lutte aux îlots de chaleur
3	**Accessibilité aux espaces climatisés**	Court terme (0-1 an)	198	Refuges climatiques
4	**Communication d'urgence (alertes météo)**	Court terme (0-1 an)	199	Plan de gestion des risques extrêmes
5	**Éducation communautaire, liens de quartier**	En continu	206	Stratégie de communication territoriale
6	**Justice environnementale**	Long terme (3-5 ans+)	208	Rejoint la « Priorité assumée » (ci-dessous)

Ces deux plans restent volontairement distincts, la convergence en est la preuve. Ce n'est pas une fusion des deux listes, afin de préserver l'intégrité de la priorisation collective de nos 41 actions.

(Voir Annexe 06 - Tableau des responsabilités MRC, pour les références précises complètes.)

Un capital politique rare et déjà acquis

Un fait mérite d'être souligné avec la même rigueur que le reste de ce rapport : **l'élu qui a participé à la démarche depuis l'Atelier 1 est devenu, en cours de projet, préfet de la MRC de L'Érable.** Cette double légitimité – reconnu à la fois par le milieu communautaire et par l'appareil institutionnel – n'a pas été construite pour les besoins de ce rapport; elle s'est produite au fil de la démarche elle-même.

Un ancrage qui dépasse le territoire local

La CDCÉ n'agit pas isolément. Elle appartient au réseau de la **Table nationale des CDC (TNCDC)** regroupant 72 CDC, 16 régions du Québec, plus de 2 800 organismes communautaires soutenus. Ce réseau positionne la démarche de L'Érable non pas comme une initiative isolée, mais comme un modèle potentiellement reproductible à l'échelle provinciale. C'est un argument direct pour un financement à portée régionale ou nationale.

Ce que ça démontre pour un bailleur : investir dans ce projet, c'est investir dans une structure de gouvernance déjà reconnue par ses partenaires institutionnels, déjà connectée à un réseau provincial, et déjà dotée d'un allié politique de haut niveau – pas dans une initiative qui doit encore faire ses preuves auprès de ces mêmes acteurs.

Un modèle potentiellement reproductible, pas une initiative isolée

Le réseau TNCDC finance actuellement 20 projets de transition socioclimatique à travers 34 CDC réparties dans 11 régions du Québec. La démarche de L'Érable en fait partie, et s'en distingue déjà par la rigueur de son approche recherche-action, selon un bilan comparatif mené par le réseau lui-même. Avec 72 CDC actives dans 16 régions au total, la méthodologie développée ici – boussole climatique, Critical Path, matrice d'intégration à sept sources – constitue un **gabarit potentiellement transférable** à d'autres territoires du Québec. Un financement à ce projet n'est donc pas circonscrit à un seul territoire de 24 430 habitants : il finance aussi la validation d'une méthode reproductible à l'échelle provinciale.





7. La gouvernance proposée

| Bâtir sur un atout déjà en main

Plutôt que d'inventer une structure de toutes pièces, la gouvernance proposée s'appuie sur ce que la démarche a déjà produit : le préfet actuel de la MRC a participé au projet depuis l'Atelier 1, et la CDCÉ coordonne déjà, de facto, la démarche depuis 18 mois.

Structure proposée :

- **Coprésidence** : le préfet de la MRC et la direction de la CDCÉ
- **Secrétariat opérationnel** : la CDCÉ
- **Membres siégeants** : la MRC et le MELCCFP (institutions de référence), le TNCDC (réseau provincial), les acteurs de la démarche de transition (CIUSSS-MCQ, GROBEC, UPA, CRECQ, CEGEP Victo, CIUSSSMCQ, MAF A/E SNSBF, ORAPÉ, Autisme CQ, MDJ (Plessis, St Ferdinand) Aléa Café), et une représentation communautaire renforcée - condition directe pour corriger le déséquilibre engagement/influence déjà documenté (Section 9)
- **Mandat initial** : attribuer les rôles et responsabilités pour le déploiement des 41 actions, en commençant par celles jugées « très prioritaires et immédiates »

Une légitimité déjà reconnue, et non à construire. La CDCÉ collabore déjà, par nature, avec l'ensemble des types de parties prenantes du territoire - parce que ses organismes membres offrent directement des services aux personnes vulnérables, celles-là même qui sont souvent les premières touchées par les changements climatiques. Cette légitimité est d'ailleurs déjà actée officiellement : le Plan d'adaptation de la MRC (Section 6) la nomme partenaire dans six de ses propres actions.

| Une mise en place elle-même budgétée (Action 0)

Mettre en place cette gouvernance n'est pas gratuit : cela exige une mobilisation réelle - recrutement, entretiens, formation de consortiums intersectoriels. Ce travail est budgété séparément à 310 000 $ (Section 10), plutôt que présenté comme une étape administrative sans coût.



8. Gestion du risque et de la faisabilité

| Une maturité managériale

Cinq mesures indépendantes, à des moments différents, convergent vers le même constat :

Mesure	Moment	Score
Auto-évaluation des plans (faisabilité)	Atelier 2	3,38/5 - le plus bas des 6 critères
Évaluation croisée (gestion des risques)	Atelier 3	2,78/5 - le plus bas des 8 critères
Sondage de clôture (faisabilité)	Fin de démarche	73,3 % - le plus bas des critères binaires
Fiches de faisabilité incomplètes	Atelier 3	2 groupes sur 3 sans tableau de risques complété
Plan d'action consolidé	Continu	Écarts impact/faisabilité marqués sur plusieurs actions à fort impact

L'évaluation croisée de l'Atelier 3 plaçait déjà la « gestion des risques » comme le critère le plus bas de toute l'analyse. De plus deux groupes sur trois n'avaient même pas complété leur propre tableau de risques, faute de temps.

Ce rapport ne cherche pas à minimiser ce constat; il le retourne en stratégie. Développer une meilleure gestion du risque n'est pas un vœu pieux : c'est un facteur critique de succès nommé explicitement, avec une piste méthodologique déjà identifiée.

Une piste concrète : la modélisation systémique

Un consultant international en accompagnement méthodologique (TOGETHER SENSE) a recommandé une approche par modélisation systémique des interdépendances (diagrammes de causalité, effets rebonds) plutôt qu'une lecture cloisonnée des risques. Concrètement : une sécheresse (risque environnemental) alimente une crise financière agricole (risque économique), qui aggrave à son tour la détresse psychologique déjà documentée (risque social). Cartographier ces interdépendances, plutôt que de traiter chaque risque isolément, permet d'anticiper les effets en cascade avant qu'ils ne se matérialisent.

Ce que ça démontre pour un bailleur

Documenter honnêtement son point faible le plus bas, plutôt que de le dissimuler, tout en montrant une compréhension déjà avancée des vulnérabilités concrètes du territoire, est un signal de maturité rare - cohérent avec la discipline de rigueur qui traverse tout ce rapport.

Un angle mort documenté quatre fois

Un même signal d'équité revient, de façon totalement indépendante, à **quatre reprises distinctes** dans ce projet :

- **La Due diligence interne (entretiens individuels) :** vulnérabilité et justice climatique territoriale
- **L'inventaire des enjeux de fin de démarche :** les femmes et les ménages à faible revenu identifiés comme premiers touchés par les crises financières climatiques
- **L'évaluation par les pairs de mi-parcours :** absence des Premiers Peuples et des réfugiés climatiques autour de la table, relevée par un participant lui-même
- **Le propre Plan d'adaptation de la MRC :** qui nomme la « justice environnementale » comme responsabilité à long terme assignée à la CDCÉ (Section 6)

Quatre sources indépendantes, quatre méthodes différentes, un même constat.

Ce n'est pas une coïncidence à ignorer, c'est un signal suffisamment robuste pour être traité comme une priorité structurante plutôt qu'une note en bas de page. Une piste concrète est déjà identifiée : un premier contact avec les nations abénakises voisines (Odanak, Wôlinak) et les organismes d'accueil de nouveaux arrivants, à valider par l'équipe de la CDCÉ selon son propre rythme.

Sur le genre spécifiquement, une nuance s'impose :

plus de 60 % des parties prenantes aux rencontres étaient des femmes - ce signal d'équité ne porte donc pas sur une sous-représentation des femmes dans la démarche, mais sur leur vulnérabilité économique différenciée face aux crises climatiques, un constat distinct qui mérite d'être traité comme tel.

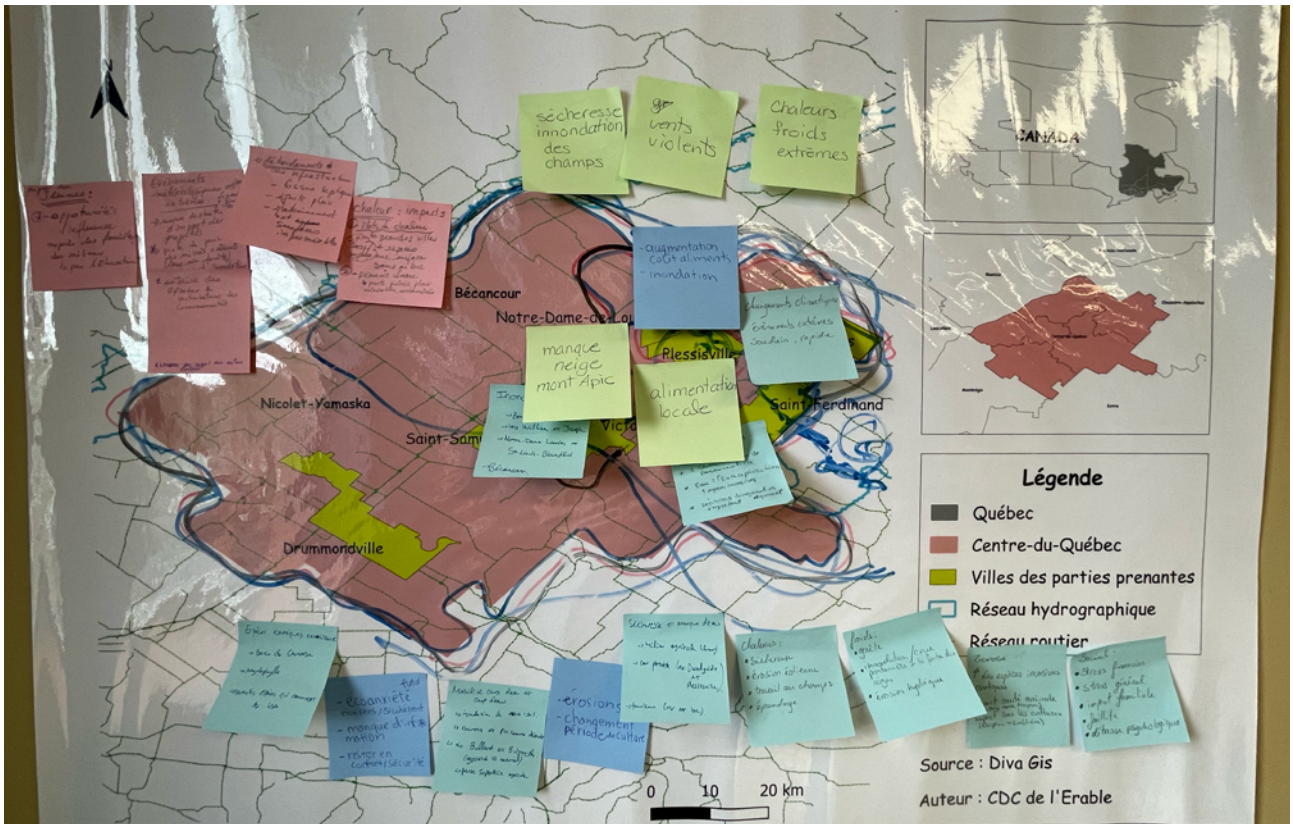
9. Le plan d'action et ses verrous

| 41 actions, déjà priorisées collectivement

Le plan d'action consolidé intègre l'ensemble des données produites par la démarche (cartographie, boussole, enjeux et actions priorisés, visions sur dix ans, analyses de faisabilité) en un tableau unique de **41 actions**, réparties en quatre catégories :

Catégorie	Nombre d'actions	Exemples
Gouvernance	9	Table de coordination régionale, plan de communication d'urgence
Environnement / Eau	10	Plan directeur de l'eau, surveillance des espèces envahissantes
Humain / Santé / Milieu bâti	14	Refuges climatiques, soutien psychosocial climatique
Économie / Agriculture	8	Diversification des cultures, structures antiérosion

Chaque action porte déjà un score d'impact et de faisabilité, des collaborateurs potentiels identifiés, et un échéancier indicatif. **Ce plan n'attend pas d'être conçu, il attend d'être exécuté.**



Quelques exemples concrets, parmi les mieux notées (échelle 1-5) :

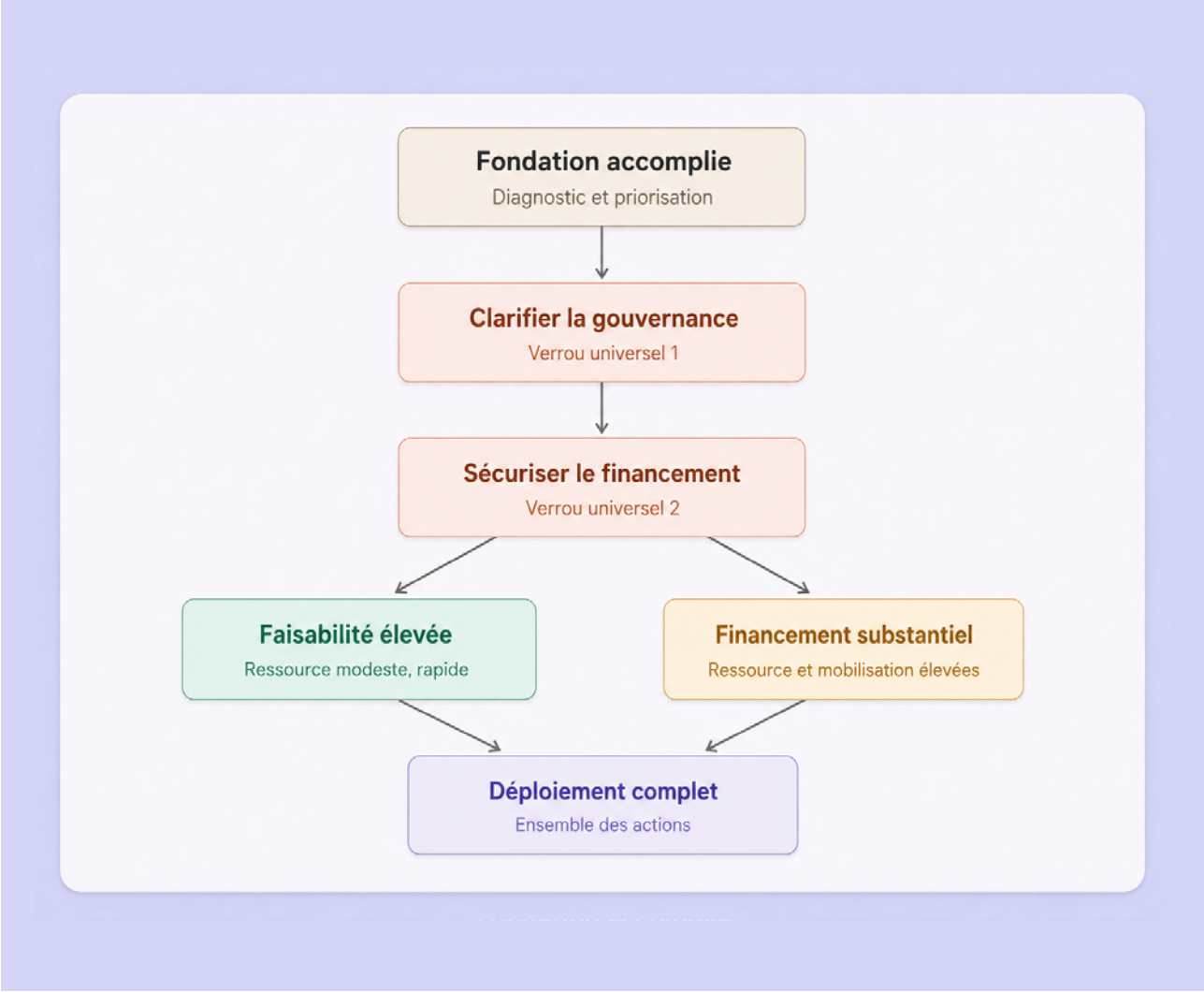
Action	Catégorie	Impact	Faisabilité	Collaborateurs pressentis
Plan de gestion des risques climatiques extrêmes et protocole de communication d'urgence	Gouvernance	5	5	MRC, OSBL, Santé Québec MCQ-U
Table de coordination régionale de la transition socioclimatique	Gouvernance	5	5	Comité de travail, plan directeur
Implanter des refuges climatiques dans les espaces publics	Humain/Santé	5	5	Organismes communautaires, municipalités
Soutenir les circuits alimentaires de proximité	Économie/ Agriculture	5	5	Municipalités, UPA, organismes communautaires
Surveillance et contrôle des espèces aquatiques envahissantes	Environnement/ Eau	5	5	CRECQ, municipalités, associations riveraines et de bassins versants
Intégrer le soutien psychosocial climatique dans les services de santé mentale	Humain/Santé	5	1	CIUSSS MCQ, organismes communautaires

La dernière ligne illustre bien pourquoi ce plan a besoin d'être financé plutôt que simplement exécuté sur bonne volonté : un impact jugé maximal, mais une faisabilité actuellement très faible faute de ressources dédiées. C'est exactement le type d'écart qu'un financement structuré peut combler.

(Voir Annexe 05 – Plan d'action consolidé intégral, pour le détail des 41 actions.)

Le Critical Path – deux verrous, et un problèmes

L'analyse en Critical Path révèle un enseignement stratégique clé : **la gouvernance et le financement ne sont pas des obstacles ponctuels à quelques actions; ce sont deux verrous universels qui précèdent toutes les actions, y compris les plus simples.** Même une action bien notée a besoin qu'on sache qui est mandaté pour l'exécuter, et cette personne doit être rémunérée pour bien le faire.

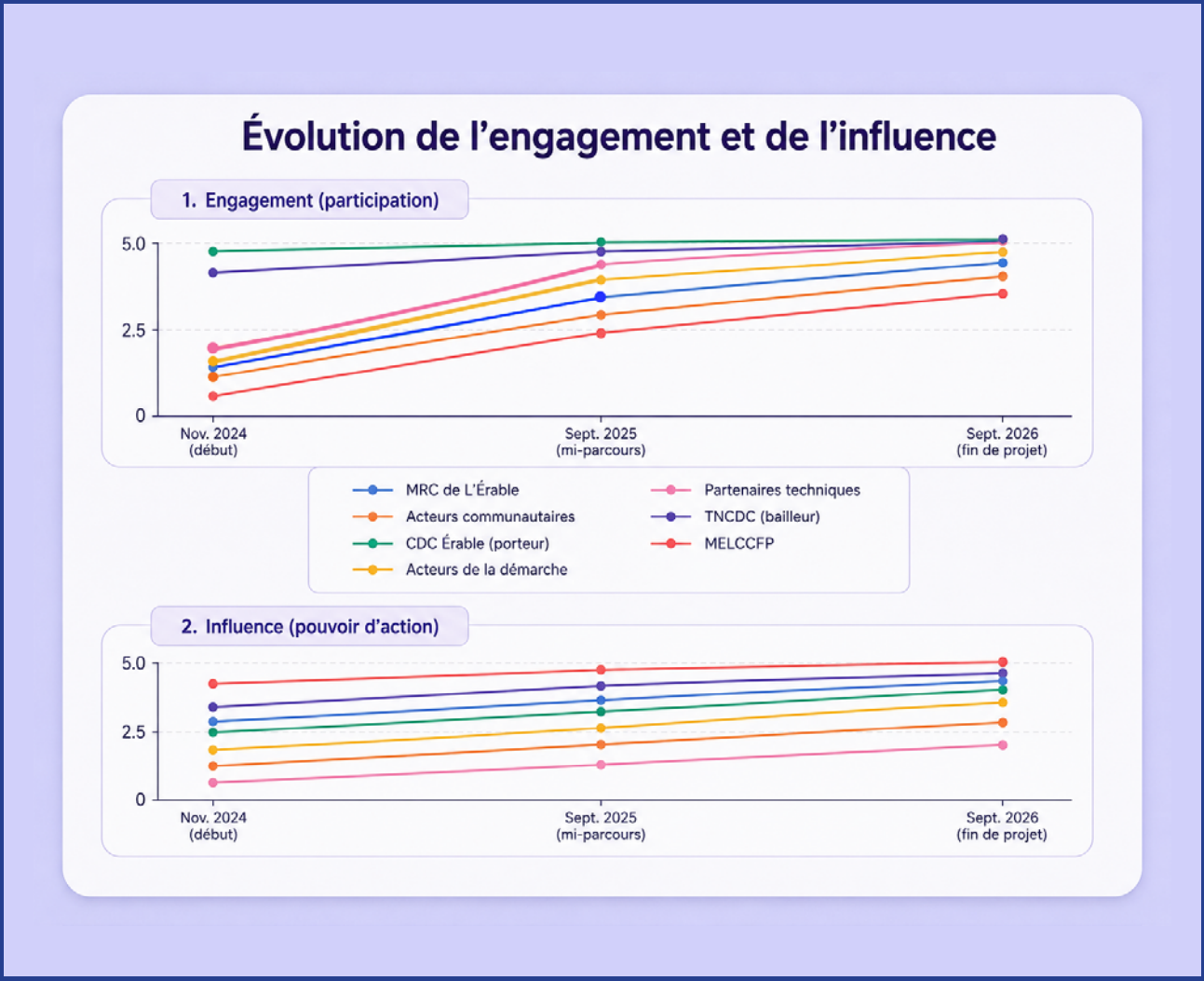


Critical Path : gouvernance et financement comme verrous universels séquentiels, menant au déploiement complet des actions

Une fois ces deux verrous levés, les actions se déploient selon leur ampleur : certaines nécessitent une ressource modeste et peuvent démarrer rapidement; d'autres demandent un financement plus substantiel et une mobilisation plus large.

L'angle mort assumé, pas caché

La matrice BCG à trois temps (novembre 2024 à septembre 2026) documente un déséquilibre réel : les acteurs communautaires affichent l'engagement le plus constant de tous les groupes, mais demeurent la catégorie la **moins influente** du territoire. Ce déséquilibre n'est pas accessoire, il est au cœur de ce que la gouvernance proposée doit corriger.



Évolution de l'engagement et de l'influence de 7 catégories d'acteurs, de novembre 2024 à septembre 2026

Une priorité assumée pour l'avenir

Ce rapport documente aussi, avec la même rigueur que ses réussites, un angle mort réel : l'absence des Premiers Peuples et des réfugiés climatiques dans la démarche de concertation, un signal apparu de façon indépendante à quatre reprises. Des pistes concrètes sont déjà identifiées (contact avec les nations abénakises voisines, organismes d'accueil).

Une budgétisation en deux temps, alignée sur les deux verrous

Conformément à la structure du Critical Path, le besoin de financement se décompose en deux paliers séquentiels - pas un montant unique et opaque.

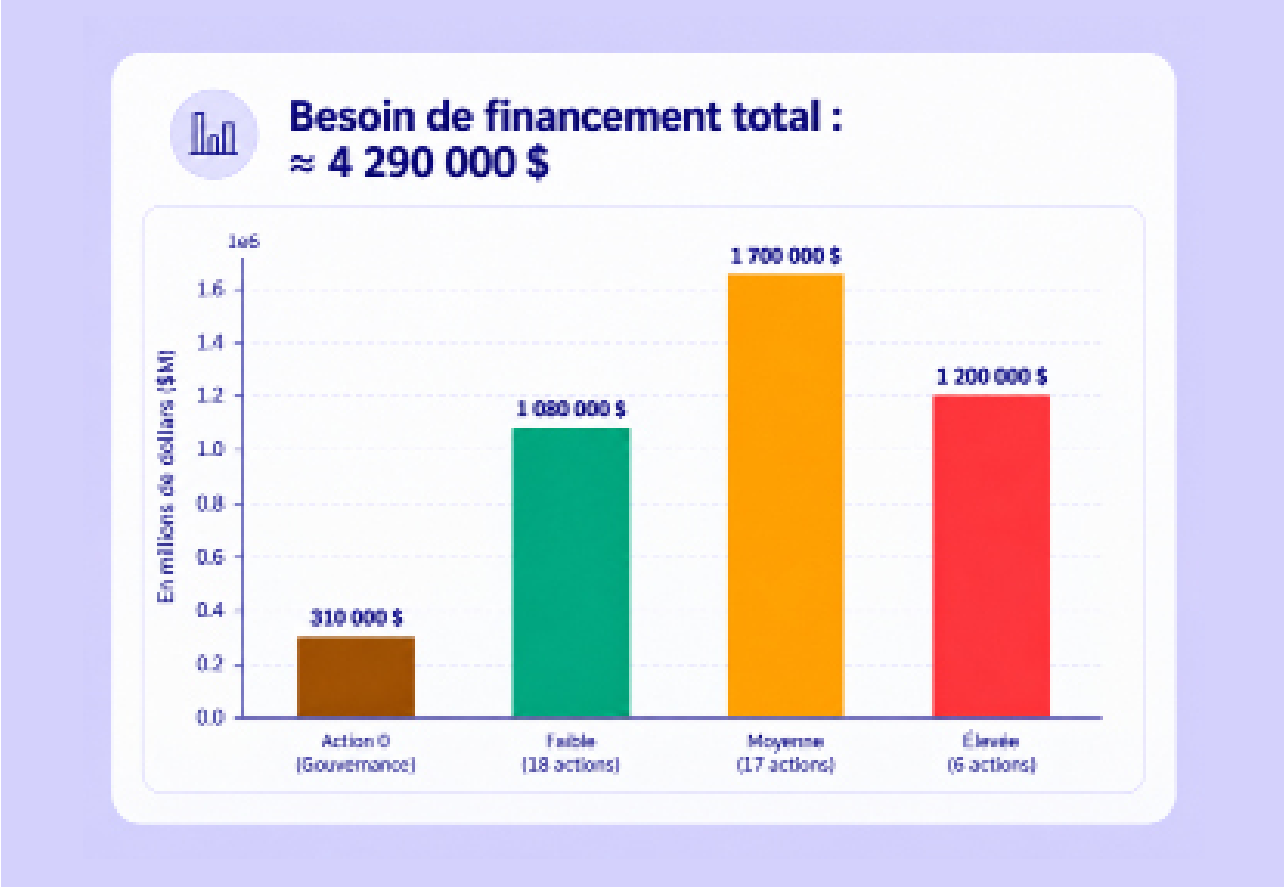
Palier 1 - Action 0 : mettre en place la gouvernance (310 000 $, sur 12 mois)

Poste	Montant
Coordination de projet (coordonnateur, ressource dédiée)	100 000 $
Chargé de projet - mobilisation (sous le coordonnateur)	70 000 $
Entretiens individuels avec les parties prenantes	25 000 $
Ateliers et rencontres de mobilisation collective	25 000 $
Expertise en gouvernance et cadre juridique	20 000 $
Facilitation intersectorielle et formation de consortiums	20 000 $
Soutien administratif et logistique	20 000 $
Déplacements sur le territoire	15 000 $
Communication et promotion de la démarche	5 000 $
Matériel et logistique (salles, équipement)	5 500 $
Frais de contingence	4 500 $
Total Action 0	**310 000 $**

Ce palier finance ce que la mobilisation collective exige réellement : recrutement de ressources, entretiens à grande échelle, formation de nouvelles collaborations et de consortiums intersectoriels.

Palier 2 – Déploiement des 41 actions du plan consolidé (≈ 3 980 000 $)

Intensité	Nombre d'actions	Montant de référence	Sous-total
Faible	18	60 000 $	1 080 000 $
Moyenne	17	100 000 $	1 700 000 $
Élevée	6	200 000 $	1 200 000 $



Besoin de financement total : Action 0 et les 41 actions par intensité de ressources

Le chiffre le plus honnête de tout ce dossier

Besoin de financement total :

≈ 4 290 000 $.

Sur les 41 actions du plan consolidé, aucune n'a reçu de financement à ce jour (ni complet, ni partiel).

Ce n'est pas un aveu de faiblesse : c'est la preuve qu'un financement accordé aujourd'hui ne financerait pas une intention, mais **débloquerait l'exécution immédiate d'un travail déjà fait**.

Une précision de transparence : les mécanismes déjà cartographiés dans ce territoire (Plan Climat de la MRC, enveloppe régionale ESD) sont déjà affectés à d'autres projets - l'intégralité du montant ci-dessus reste à sécuriser auprès de nouvelles sources.

Pourquoi ce dossier cible un financement direct plutôt qu'un programme régional traditionnel

L'analyse du cadre de l'enveloppe régionale ESD Environnement révèle une barrière structurelle qui dépasse le seul cas de la CDCÉ : ce programme exige une **contribution minimale de 20 % en provenance de sources non gouvernementales**, une exigence hors de portée pour la majorité des petites structures communautaires qui n'ont ni grands bailleurs privés, ni ressources dédiées à la recherche de contreparties. Cette barrière touche potentiellement l'ensemble du réseau des 72 CDC du Québec, pas seulement L'Érable.

C'est précisément pourquoi ce dossier s'adresse aussi directement aux bailleurs plutôt qu'aux seuls programmes régionaux existants : un financement direct contourne une barrière structurelle documentée, plutôt que de demander à une petite organisation communautaire de trouver une contrepartie qu'elle n'a structurellement pas les moyens de réunir.

11. Feuille de route

| Distinguer ce qui est fixé de ce qui est conditionnel

Ce rapport se termine sur une chronologie plutôt que sur une liste de recommandations, pour montrer honnêtement ce qui va se produire quel que soit le financement obtenu, et ce qui en dépend directement.



Feuille de route : jalons confirmés (juillet à octobre 2026), jalons conditionnels à la sécurisation du financement et Lancement du roman graphique et des ateliers d'ÉPA.

Quatre jalons sont déjà fixés, indépendants du financement :

Date	Jalon
Juillet 2026	Documentation de la démarche
Août 2026	Reddition de comptes finale du projet initial
30 septembre 2026	Test terrain de l'atelier d'éducation populaire autonome (ÉPA)
Novembre 2026	Lancement du roman graphique et des ateliers d'ÉPA

Deux jalons restent conditionnels à la sécurisation du financement :

Jalon	Condition
Action 0 - Mise en place de la gouvernance	12 mois, une fois les 310 000 $ sécurisés
Déploiement complet des 41 actions	Une fois les ≈ 3 980 000 $ additionnels sécurisés

| Pourquoi cette distinction compte

Un bailleur qui investit dans ce projet sait précisément ce qu'il débloque, et quand. Ce n'est pas une promesse vague de « changement à venir ». C'est une séquence claire, où chaque jalon conditionnel dépend directement et uniquement du financement, sans zone grise.

> Le rapport ne demande pas de financer un espoir; il demande de financer une séquence déjà cartographiée.

| Démarche Carboneutre

Dans un souci de cohérence interne, le projet a mesuré et compensé l'empreinte carbone générée par la mobilisation de ses parties prenantes (novembre 2024 – novembre 2026) : 1,30 tonne CO2e issue de 129 déplacements sur 10 événements, calculée selon les référentiels reconnus du WRI/GHG Protocol et d'Environnement Canada. Cet effort de mesure a été précédé d'une démarche de réduction à la source (covoiturage systématique, priorisation des rencontres en ligne, tri des matières résiduelles) et suivi d'une compensation en deux volets, réalisée avec le partenaire local Arbre-Évolution : 15 arbres pour couvrir l'empreinte mesurée et les activités de mobilisation restantes (taux de compensation de 265 %), et 90 arbres additionnels plantés en engagement intergénérationnel, en écho au principe des sept générations et à l'exigence d'équité intergénérationnelle inscrite dans la Loi sur le développement durable du Québec pour un total de 105 arbres. Cette démarche, carboneutre par son calcul et carbo-positive par son ambition, préfigure la capacité de mesure dynamique que l'outil ÉRABLE GES, développé en parallèle pour l'ensemble du territoire, mettra bientôt à la disposition des organisations de L'Érable.



12. Conclusion et appel à l'action

| Ce que ce dossier démontre, au net

Ce projet n'est pas une intention qui cherche à se concrétiser, Il s'agit d'une démarche déjà accomplie, mesurée, validée deux fois par des tiers indépendants, et reconnue officiellement par l'institution régionale elle-même. Il a livré plus que son mandat initial sans dépasser son budget, documenté honnêtement ses propres limites plutôt que de les dissimuler, et transformé dix-huit mois de mobilisation en un plan d'action de 41 mesures concrètes, déjà priorisées et prêtes à être exécutées.

Ce qui sépare ce plan de sa réalisation n'est ni la vision, ni la volonté, ni la légitimité. C'est un besoin de financement précis et documenté de 4 290 000 $, réparti en deux paliers séquentiels et vérifiables.

| Un appel à l'action distinct pour chaque lecteur

Aux bailleurs de fonds - ce dossier documente un risque d'investissement réduit : la planification est terminée, la gouvernance est esquissée, et chaque dollar investi débloque l'exécution d'un travail déjà fait, pas une intention à développer.

À la MRC de L'Érable - la collaboration déjà engagée et déjà inscrite dans votre propre Plan d'adaptation, appelle naturellement à formaliser un cadre de gouvernance partagé.

Aux ministères et partenaires sectoriels (MAPAQ, MELCCFP) - plusieurs actions du plan sont déjà prêtes à s'arrimer à vos programmes existants.

Aux différentes parties prenantes du projets, organismes communautaires et citoyens du territoires - votre engagement a déjà façonné ce plan; la table de coordination proposée vous réserve une place renforcée, pas seulement une invitation.

Annexes

Rapports stratégiques, Due Diligence & FCS

Résumé exécutif
Due Diligence (Diagnostic externe et interne)
FCS 1 : Les 4 ateliers de concertation
FCS 2 à FCS 4 : Renforcement des capacités & gouvernance
FCS 5 à FCS 8 : Phase post-exécutive & pérennisation
Plan d'action climatique territorial
Recommandations

Méthodologie, Outils & Démarche participative

Boussole collective de transition
Cartographie participative Atelier 1
Démarche carboneutre du projet
Démarche de création de l'outil Érable GES
Étude de perception des parties prenantes
Roman graphique : La Démarche

Présentations des 4 Ateliers de concertation

Présentation Atelier 1 (6 mai 2025)
Présentation Atelier 2 (9 octobre 2025)
Présentation Atelier 3 - Partie 1 (24 février 2026)
Présentation Atelier 3 - Partie 2 (24 février 2026)
Présentation Atelier 4 (5 mai 2026)